

Elle n'accroît pas sa densité, mais l'abaisse -du moins entre 4°C et 0 °C- son point de congélation. L'augmentation de volume de l'eau qui se solidifie (environ 1/11) est à l'origine d'un important processus d'érosion : la gélivation fend les pierres. Mais, surtout, cette propriété maintient en surface banquise et icebergs.

Si la glace était plus dense que l'eau liquide, elle tomberait au fond Sa couche ne cesserait d'épaissir, jusqu'à ce que toute la mer devienne un seul bloc solide, massif, hostile, incompatible avec la vie.

LE DÉMIURGE DE LA VIE

Bien d'autres propriétés singulières de la molécule H₂O excitent la curiosité du physicien ou du chimiste. Ainsi, la force des liaisons hydrogène est-elle la cause de la grande énergie de vaporisation de l'eau. Il faut beaucoup de calories pour faire passer cette dernière de l'état liquide à l'état gazeux.

Voilà pourquoi l'océan constitue le principal régulateur -et modérateur- des climats de notre planète.

La force des liaisons hydrogène explique également que l'eau (pure) soit un mauvais conducteur de l'électricité: elle bloque le passage des électrons .

En revanche, elle favorise le transfert des protons, y compris à travers les membranes cellulaires. Or, ce phénomène conditionne un autre processus essentiel : la photosynthèse. Lequel fixe le carbone et crée l'oxygène atmosphérique nécessaire aux organismes.

Ce n'est pas tout... L'eau est anormalement peu compressible: son coefficient de compressibilité augmente entre 0 et 50°C, ce qui semble contraire aux principes de la thermodynamique.

Elle possède une tension superficielle plus élevée que la plupart des autres liquides. Elle adhère aux parois des solides et remonte les fins canaux par capillarité (pensons à l'humus, à la sève et au sang qui irrigue nos tissus).

Elle franchit les membranes semi-perméables : ce phénomène d'"osmose" joue un rôle décisif en biologie, puisqu'il se produit à travers les membranes des cellules et règle les équilibres de concentrations salines entre les organismes et leur milieu.

Remarquons encore que l'eau, ce solvant sans pareil, suscite de paradoxales réactions de rejet, de répulsion chimique. Pas n'importe lesquelles : la molécule H₂O "répugne" aux groupements carbonés OH. Cet "effet hydrophobe" façonne en milieu aqueux la structure spatiale à trois dimensions des molécules fondamentales de la vie: les acides nucléiques. Lesquels s'attachent en longues chaînes ou doubles chaînes porteuses du code d'assemblage des protéines de chaque espèce...

Voyons dans l'eau le démiurge des êtres. Le contenu et le contenant de la vie. Le composant principal des cellules et le lieu privilégié de leur métabolisme. Le milieu intérieur et le milieu extérieur. À la fois la statue et le moule...

Souvenons-nous, dans nos disputes dérisoires, que nous devons notre existence à la force des liaisons hydrogène dans un tétraèdre moléculaire.

La TERRE, la MER et la VIE. p. 30 et 31



RÉTRO ACTION :

Les pouvoirs mis en réexamen :

Il se peut que New York, Washington et Toulouse, au-delà de la sidération de l'instant, nous réveillent, en nous faisant redécouvrir que nos démocraties sont mortelles.

Les attentats du 11 septembre à New York à l'explosion du 21 septembre à Toulouse, il y a là dix jours qui ont ébranlé le monde. Difficile désormais de penser la mondialisation en la dissociant du terrorisme ou du risque industriel, de la vache folle, du sang contaminé, de la fuite dans la technoscience, ou de l'argent sale...

Une peur, déjà latente, explose cette fois dans nos démocraties qui prend une dimension heuristique par l'ampleur des questions enterrées qu'elle fait ressurgir, nous offrant ainsi une chance historique de nous remettre à penser.

Il est commun désormais de dire que *«rien ne sera plus comme avant»*, encore faudrait-il dresser le diagnostic de «l'avant».

Il s'agit de trouver où le bât blesse tant dans le fonctionnement de nos démocraties que dans celui de l'entreprise pour que les valeurs qui guident nos actes soient interrogées autrement que par les morts de la rue de Rennes, de Bhopal (Inde), de Seveso (Seveso), Tchernobyl (Ukraine), New York ou Toulouse.

En effet, qui peut, après ces dix jours de septembre, douter que le développement durable de la planète puisse être autre chose qu'une affaire de mondialisation de la démocratie?

Encore faudrait-il s'interroger sur ce qu'on exporte de notre démocratie pour ne pas mondialiser le ver avec le fruit. Un ver dans le fruit, fait d'une éradication du contrôle de la conformité de nos décisions par rapport aux valeurs qui devraient les fonder.

La disparition de ce contrôle a laissé s'installer une perversion des valeurs, nous entraînant dans une fuite insensée qui nous a presque rendus fous, au point de rendre d'autres, déjà bien avancés en folie, «intégralement» fous. Une longue période d'éradication de ce contrôle de la conformité des décisions, et de leur mise en œuvre, aux valeurs démocratiques a peu à peu perverti les contre-pouvoirs institutionnels, le contrôle citoyen dans nos démocraties et l'exercice des contre-pouvoirs des syndicats et des salariés dans l'entreprise.

L'absence de contrôle de la conformité aux valeurs démocratiques, dans la Cité et les administrations, a laissé se développer un laxisme pour toute forme de contrôle.

Hormis dans l'entreprise, le contrôle, cher au système de valeurs ultralibérales, *via* la moindre chute de l'action boursière, qui trouve sa réponse en temps réel avec des réductions d'effectifs. Y compris dans le nucléaire, la chimie ou d'autres secteurs à risques, le management n'a pas échappé aux effets de la disparition du contrôle de la conformité aux valeurs démocratiques, au profit de la séduction du court terme.

L'absence de ce type de contrôle n'est pas sans effets sur les seuls autres contrôles qui continuent d'être pratiqués: la conformité aux objectifs - eux-mêmes jamais interrogés dans leurs finalités - et la conformité aux procédures, érigées en substitut de la responsabilisation individuelle et collective.

Et quand bien même existe-t-il en ces lieux des autorités de sûreté, elles ne sont elles-mêmes pas sans être victimes de ce délitement sociétal du contrôle.

Combien de tolérances laxistes en matière de respect de la sûreté ou du droit du travail sont-elles faites au nom d'une sauvegarde fallacieuse de l'emploi ou d'une manne fiscale communale?

Les autorités de sûreté, la Drire (Délégation régionale de l'industrie et de la recherche) et autres, sont là pour vérifier la conformité du contrôle managérial aux procédures de sûreté. Elles ne peuvent que bien peu de chose sur les responsabilisations individuelles et collectives des salariés qui constituent un essentiel de la sûreté. Le problème renvoie à l'exercice du contre-pouvoir syndical dans l'entreprise, lui-même souvent hautement défaillant sur ce terrain.

Il suffit pour s'en convaincre d'observer le fonctionnement des CHSCT (Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail). Il serait d'ailleurs intéressant de rendre publics les travaux de celui d'AZF depuis un an. Il ne s'agit pas de dénoncer des coupables, mais de mettre à jour des mécanismes qui poussent tout le monde au laxisme et à la faute, pour en faire le procès.

Si, noblesse oblige, le management des entreprises se trouve aux premières loges des responsabilités, le management syndical n'est pas indemne de tout soupçon. Il n'est en effet pas rare que les syndicats d'une entreprise ne soient pas en premier lieu plus EDF, SNCF, ou Total que CGT, CFDT... ou autres, plus investis dans l'intérêt de leurs mandants, à court terme, que dans l'intérêt général.

Et si «non é vero» à AZF, c'est tellement vrai partout qu'une exception n'invaliderait pas la règle. Chez Monsanto aux Etats-Unis, il n'y a eu aucune grève contre la semence Terminator dont le retrait du marché ne doit rien aux syndicats, mais à la colère des agriculteurs et de l'opinion.

Ce que la démocratie impose aux contre-pouvoirs politiques et syndicaux est une donnée fondamentale pour empêcher le pouvoir de sombrer dans le hors-limite. Aujourd'hui, ce droit, pourtant toujours inscrit sur le papier, a cessé de s'exercer au degré nécessaire à la survie de la démocratie.

Le contrôle de la conformité des décisions à l'intérêt général et aux valeurs démocratiques n'est plus en situation d'être exercé dans l'entreprise, comme dans la Cité. Partant des fonctionnements des Etats qui s'affichent démocratiques, les parlementaires ne sont pas mieux lotis que les syndicalistes.

Des valeurs pernicieuses se sont insinuées dans nos systèmes de valeurs et ont réussi à se mettre à l'abri de toute question, en éradiquant le contrôle face auquel elles auraient eu à démontrer leur bien-fondé.

L'argent roi et le profit à court terme se sont ainsi érigés en postulat. Légitimés par le postulat, les critères de la prise de décision se sont ainsi autonomisés des valeurs démocratiques pour devenir des fins en soi.

Peut-être ne sont-ils plus mêmes des outils entre les mains des décideurs, mais déjà des outils dont les décideurs sont devenus les objets, instaurant des gouvernements par les moyens qui n'ont plus de compte à rendre qu'à eux-mêmes.

Les dix jours du 11 au 21 septembre ont cassé la gangue qui mettait le postulat à l'abri des regards et de la question. Ce mois de septembre peut être porteur d'une restauration de la Politique, en donnant un sens à la Cité planétaire.

Cela passe par une restauration du contrôle citoyen tel que le désir en apparaît déjà *via* tout un pan de la vie associative. Mais cette émergence des associations citoyennes ne vaut que bien peu de chose si le rétablissement des contre-pouvoirs institutionnels et des modes de fonctionnement de l'exercice du contrôle ne sont pas eux-mêmes réinstitué.

Nos démocraties ne peuvent se satisfaire des saturnales électorales où, faute de mieux, les citoyens qui se déplacent encore pour voter, n'ont que la latitude de punir les sortants. Le simulacre de contrôle citoyen qui amène aux alternances ne suffit plus, c'est le rétablissement de l'outil démocratique de fonctionnement de la Cité qui devient l'urgence des urgences. Un outil sans lequel la défense et la transmission des valeurs sont à la merci du premier fanatisme «altruicide», religieux ou laïc venu.

Il se peut que New York, Washington et Toulouse, au-delà de la sidération de l'instant, nous réveillent, en nous faisant redécouvrir que nos démocraties sont menacées par cette éradication du contrôle de la conformité des pratiques de chacun aux valeurs garantes de l'humanité. Mais ceci ne se fera pas sans le diagnostic, qui reste à faire, des responsabilités de chacun, institutionnelles comme individuelles, sans exclusive, et elles sont lourdes.

Henri Vacquin.
Chronique du 17/10/2001